



**Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie
du 21 juillet 2016 relative à la tarification des prestations annexes
réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de
distribution d'électricité et de gaz**

Réponse de l'USERAA

9 septembre 2016

Préambule

La consultation publique de la CRE relative à la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseau porte sur trois grands enjeux :

- l'évolution du tarif de nombreuses prestations concernant les clients C2-C4 (clients BT>36kVA et HTA), afin de tenir compte du déploiement des compteurs évolués ;
- une mise en place de prestations associées au déploiement des infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE), revenant notamment sur une prestation de pré-étude qui avait déjà fait l'objet d'une consultation publique à laquelle avait répondu l'USERAA ;
- l'évolution de prestations de transmission d'informations, à la charge des producteurs ou en faveur des propriétaires d'immeuble (impact du décret n°2016-447 du 12 avril 2016 pris en application de la loi de transition énergétique pour la croissance verte).

L'USERAA constitue une représentation régionale des intérêts des usagers du service au travers des autorités organisatrices de la distribution d'électricité. Les grands indicateurs descriptifs des intérêts des usagers sur le périmètre de l'USERAA seront rappelés pour chaque élément d'analyse.

1 – Prestations liées au déploiement des compteurs évolués pour les points de connexion en BT > 36kVA et HTA

Les différentes AODE regroupées au sein de l'USERAA représentent environ 45 000 points de livraison de clients C4 et 12 000 points de livraison en HTA, soit environ 10% des clients au niveau national.

Département	AODE	Nb PDL C4	Conso totale C4 (MWh)	Recettes TURPE C4 (k€)	Nb PDL HTA	Conso totale HTA (MWh)	Recette TURPE HTA (k€)
7	SDE07	1 753	194 499	7 917	582	534 536	10 124
26	SDED	3 526	393 395	16 422	960	993 852	19 301
38	SEDI	5 375	597 886	25 666	1 543	2 341 572	43 493
42	SIEL	4 157	480 634	20 044	1 219	1 627 797	30 020
69	SYDER	3 210	377 199	15 910	878	1 145 349	21 795
69	SYGERLY	4 783	576 392	24 315	960	1 390 719	25 833
73	SDES	4 984	535 333	23 803	1 258	894 332	20 953
74	SYANE	6 560	740 964	31 883	1 290	1 377 039	27 633
1	SIEA	3 621	401 801	17 048	1 169	1 544 523	28 984
63	SIEG63	3 722	423 502	17 661	1 056	1 175 062	22 701
15	SDEC15	967	102 360	4 271	256	186 601	3 738
43	SDE43	1 302	149 571	6 220	445	684 531	12 385
3	SDEA	1 644	145 992	6 419	476	465 436	8 974
TOTAL USERAA		45 604	5 119 528	217 578	12 092	14 361 350	275 932

Cette mise en perspective illustre l'intérêt qu'a l'USERAA à exprimer ses observations sur les évolutions de prestations ou la création de nouvelles prestations pour ses clients.

De façon générale, l'USERAA tient en premier lieu à rappeler que de nombreuses évolutions mentionnées sont dues à la modernisation du parc de compteurs des clients C2-C4, permettant de généraliser les compteurs évolués et les interventions à distance.

L'amortissement accéléré des compteurs illustre dans ce cas précis une obsolescence des technologies mises en œuvre pour les clients C2-C4. Cette obsolescence semble avoir été mise au jour par les nécessités de changement de fournisseur dues à l'ouverture des marchés et à la fin des tarifs réglementés de vente. L'ensemble des usagers supporte ainsi le coût de mise aux normes des installations via un amortissement accéléré couvert par le TURPE (charges d'investissement couvertes par le CRCP) ; le tout sans pouvoir bénéficier pour le renouvellement de provisions pour renouvellement anciennement constituées par les usagers

et pourtant déjà remontées au résultat en 2007 par ENEDIS. En effet, depuis 2007, aucune dotation aux provisions n'est constituée sur les appareils de comptage. Le concessionnaire avait évalué que la valeur de remplacement de l'ensemble des appareils de comptage était inférieure à la valeur d'origine de ces ouvrages. En d'autres termes, les coûts de renouvellement estimés des appareils de comptages étaient inférieurs aux coûts d'achat du matériel de comptage lié à la généralisation des appareils électroniques. Par conséquent, l'ensemble des provisions pour renouvellement constituées au 31/12/2006 a été reprise sur l'ensemble des compteurs immobilisés.

Ainsi, il convient d'avoir en tête qu'il est essentiel que les usagers C2-C4 tirent un bénéfice certain des réductions des coûts des prestations d'une part, mais également de réduction des charges imputées au tarif d'utilisation des réseaux de distribution d'autre part (TURPE 5), ce qui fait l'objet d'une autre consultation publique de la part de la CRE.

L'ordre de grandeur des amortissements accélérés prévus par ENEDIS entre 2014 et 2017 est estimé à 16 M€ à l'échelle de l'USERAA pour les compteurs C4, représentant 4 M€ par an de charges supplémentaires supportées par le tarif. En supposant que seuls les clients C4 supportent ce surcoût, cela représente un montant de l'ordre de 100 € par usager C4 par an. De fait, l'USERAA souhaite également avoir une confirmation de la part de la CRE sur le fait que les mises aux normes de compteurs C2-C4 aient bien été réalisées par ENEDIS sans facturation de changement de compteur aux usagers.

De façon générale pour les réponses aux questions suivantes, il semble difficile de juger de la pertinence des nouveaux tarifs proposés en l'absence de données quantitatives notamment :

- des volumes de prestations concernées (avec et sans déplacement) ;
- des hypothèses de taux d'échec et d'évolutions de volumes ;
- des temps passés déclarés par ENEDIS pour les nouvelles prestations ou l'évolution des prestations actuelles.

Question 1 : Etes vous favorable à une tarification à 17,00 € des prestations susmentionnées lorsqu'elles sont réalisées par télé-opération ?

La tarification proposée pour les prestations sans déplacement pour modification de formule tarifaire ou modification de comptage sur réducteurs tient compte des échecs de télé-opération.

La baisse du tarif proposée signifie donc une baisse du taux d'échecs ou une optimisation des méthodes d'ENEDIS permettant des gains d'efficacité. En l'absence de détail, il semble souhaitable de comprendre l'origine de la baisse constatée afin de mesurer la pertinence de l'évolution quantitative.

Quoiqu'il en soit, il semble indispensable de vérifier le taux d'échec mentionné par la CRE mais non fourni ; en effet il est probablement appelé à diminuer dans les mois prochains compte tenu du renouvellement anticipé du parc de compteurs et d'une probable amélioration des interventions à distance.

Un reporting d'ENEDIS à la CRE sur ce taux d'échec semble donc indispensable.

Question 2 : Etes vous favorable à une facturation au tarif de 64,00 € de toutes les prestations de modification de puissance souscrite pour les points de connexion en BT > 36 kVA et HTA ?

Le calcul du tarif unique présenté par la CRE pour la prestation de modification de puissance n'est pas détaillé. Si le principe semble pertinent, il est probable que le calcul du tarif ait été fait en tenant compte de la répartition observée des interventions avec et sans déplacement (et des détails des actions lors des déplacements). En l'absence de détail par la CRE, ce ratio d'interventions sans déplacement est estimé à 70% en premier ordre de grandeur à la vue du tarif de 64€ proposé.

De fait, la modernisation du parc de compteurs a dû permettre de fortement favoriser les actions sans déplacement - si cela n'est pas le cas, des explications sont attendues quant à la pertinence du remplacement du parc par ENEDIS.

Il est dès lors indispensable d'ajuster le tarif moyen à un taux d'interventions sans déplacement actualisé. L'analyse de ce taux au cours des dernières années serait en ce sens indispensable, ainsi que son suivi dans les mois qui viennent.

Question 3 : Etes vous favorable à la mise en place des prestations de transmission de données proposées ci-dessus ?

Question 4 : Etes vous favorable à la tarification proposée pour la prestation d'activation de la transmission récurrente de la courbe de charge ?

Question 5 : Etes vous favorable à la tarification proposée pour la prestation d'activation d'un calendrier tarifaire spécifique au fournisseur ?

Les frais de télécommunication supplémentaires induits par une transmission quotidienne des données de comptage sont estimés à 5€ de surcoût par rapport à la transmission hebdomadaire, mensuelle ou ponctuelle (dont les frais de transmission seront supportés par le TURPE).

L'accès aux données quotidiennes est donc payant du fait de coûts de télécommunication descendants d'ENEDIS au client. Existe-t-il un accès local aux courbes de charge directement localement par le client pour éviter ces surcoûts ?

En outre, l'activation de la courbe de charge serait facturée selon un acte d'exploitation similaire à la modification de formule tarifaire d'acheminement. Il en est de même pour l'activation d'un calendrier tarifaire spécifique au fournisseur.

Les observations de l'USERAA à ce stade sont les mêmes que pour la question 1.

Pour les deux premières questions précédentes, il est important de noter que de nombreux clients ont choisi par le passé d'équiper leurs équipements de leur propre télérelève pour éviter

d'accéder aux données via ENEDIS. Ces télérelèves ont été installées face aux surcoûts importants des options proposées par ENEDIS (activation de la courbe, frais de télécommunication...).

Il semble indispensable que la CRE place ENEDIS face à ses concurrents sur le secteur de la remontée d'information de télérelève afin d'éclairer utilement les usagers sur la performance économique des actes d'exploitation du gestionnaire de réseau sous monopole.

Question 6 : Etes vous favorable à la mise en place d'une prestation de relève à pied ?

Il semble pertinent effectivement de faire supporter aux usagers « récalcitrant » les surcoûts qu'ils génèrent. Il est cependant nécessaire que le gestionnaire de réseau fasse un reporting exhaustif aux AODE des clients qui ne sont pas équipés de compteurs communicants et des raisons associées. Les AODE souhaitent être en mesure de réaliser un audit précis des conditions de non-déploiement des compteurs chez ces clients en traçant les demandes, réclamations et interventions programmées.

Enfin, il est dommageable d'observer que les compteurs sont intégralement retirés de l'inventaire comptable en supposant une mise aux normes complète du parc, ce qui n'est visiblement pas le cas. La gestion des comptages C2-C4 en biens non localisés dans les bases comptables d'ENEDIS est alors très préjudiciable pour les usagers. Cela sera toujours le cas puisqu'ENEDIS n'a fait aucun effort de localisation de ces compteurs dans ses bases, contrairement au cas des compteurs Linky pour les clients C5 qui seront, eux, localisés à la commune a priori. Ce choix comptable est l'illustration également de l'absence de fourniture d'inventaire technique localisé pour ces compteurs.

Ces défauts d'inventaire sont au sens des AODE non tolérables dans le contexte de renouvellement des parcs, de mise aux normes et d'un nécessaire suivi précis du déploiement technique et financier.

Question 7 : Etes vous favorable à la facturation au tarif « sans déplacement » des prestations impliquant un déplacement uniquement pour activation du dispositif de télécommunication ?

L'USERAA est favorable à une telle définition. L'activation du dispositif sans aucun autre acte d'exploitation doit quant à elle bien rester non facturée. ENEDIS ne doit pas chercher en outre à imposer un autre acte d'exploitation pour justifier d'une facturation. Le suivi des compteurs activés ou non activés sera demandé par les AODE, ENEDIS sera appelé à faire acte d'une parfaite transparence sur la question pour permettre le suivi dans le temps.

2 – Les prestations associées au déploiement des infrastructures de recharge de véhicules électriques

Les AODE de l'USERAA partagent le propos liminaire de la CRE sur l'importance du déploiement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques. Elles contribuent à ce

sujet massivement à ce déploiement et à l'atteinte des objectifs qu'a fixés la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Question 8 : Etes vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour la prestation annuelle de décompte ?

La prestation de décompte est justifiée par la CRE par la nécessité de laisser à des usagers raccordés indirectement au réseau la liberté de choisir une offre de fourniture distincte de celle de l'hébergeur.

Le parallèle avec les sous-comptages dans le domaine de l'eau est ici nécessaire : la majorité des immeubles collectifs ont un unique contrat d'approvisionnement en eau potable et assainissement, répartissant ensuite les charges au ratio des consommations individuelles telles que relevées par une méthode et un organisme librement choisis par la copropriété. Ce modèle est potentiellement déjà en place pour des sous-répartitions de charges d'électricité (centre commercial, résidence étudiante...) ou pour des bornes en parking. Cette pratique limite toutefois les possibilités de choisir une offre tarifaire optimisée pour les bornes de charges qui présentent des profils de consommation très particuliers et pose la question des raccordements indirects des installations de consommation et de production. Ce sujet a déjà été abordé à plusieurs reprises par la CRE (décision du CORDIS du 6 mai 2015 notamment).

Une telle flexibilité entre un unique contrat d'accès au réseau et des facturations et modèles tarifaires gérés localement a été demandé à plusieurs reprises par des aménageurs afin de proposer un service local de gestion de l'énergie ouvrant des possibilités de flexibilité locale mais ouvrant également la porte à des conditions tarifaires variables selon les usagers en sous-comptage et mettant de fait en péril la péréquation.

Les membres de l'USERAA rappellent leur profond attachement à la péréquation nationale. Ainsi, toute évolution des prestations de sous-comptage doit être parfaitement mesurée dans sa forme rédactionnelle. La notion de critères objectifs fondés sur des éléments techniques et économiques sonne bien dans la théorie, mais est clairement une ouverture pour de nombreuses justifications par des aménageurs selon l'USERAA.

Une réflexion plus profonde semble donc nécessaire pour garantir que les initiatives légitimes d'optimisation locale de l'équilibre consommation-production ne mettent pas en péril le modèle économique global et la juste répartition des charges de réseau entre usagers. C'est cette démarche qui a été ouverte avec la possibilité de mise en œuvre de services de flexibilité locaux (tels que prévus par la loi TECV et le décret d'application n° 2016-704 du 30 mai 2016), tenant compte des possibilités d'autoconsommation ouvertes par l'ordonnance n°2016-1019 du 27 juillet 2016.

L'USERAA préconise ainsi d'attendre une position claire de la CRE sur le modèle de facturation de l'accès au réseau dans des cas de projet d'aménagement mentionnés précédemment avant toute introduction de biais potentiels dans la définition de la prestation de décompte.

Sans préjuger de la pertinence ou non de la rédaction proposée, l'USERAA souhaiterait avoir une étude plus approfondie de la CRE sur la question, un état des lieux des projets et des

contextes dans lesquels la prestation est souhaitée, des avantages que cela apporte pour le client (optimisation des contrats de fourniture) et pour le réseau (abaissement des puissances et des charges...). Une telle étude nécessite sans doute de formaliser les retours d'expérience des services de flexibilité et des modèles d'autoconsommation valables dans le contexte français.

Question 9 : Etes vous favorable à la mise en place des formules tarifaires envisagées par la CRE pour les pré-études concernant des projets d'infrastructure de recharge de véhicules électriques ?

L'USERAA avait déjà fait part en avril 2015 de son désaccord sur l'introduction d'une telle prestation dans le catalogue de prestations réalisées à titre exclusif par le gestionnaire de réseau. La position de l'USERAA reste inchangée.

ENEDIS justifie son monopole de pré-études de raccordement sur une complexité insurmontable des études électriques pour toute autre personne qu'un technicien ENEDIS. Les AODE prouvent au quotidien leur compétence pour proposer des solutions techniques de raccordement performantes. Les AODE maintiennent la position de dire que seule l'obstruction de l'accès à certaines données électriques des réseaux justifie actuellement le monopole d'ENEDIS sur la question.

Il semble difficile d'autoriser ENEDIS à entériner encore un peu plus son monopole sur l'ingénierie des réseaux d'électricité. S'il est évident qu'il lui incombe seul de valider les demandes techniques de raccordement, il n'est pas utile ni performant à notre sens qu'il soit le seul acteur au stade des pré-études. A notre connaissance, ENEDIS n'a à ce sujet proposé aucune approche innovante pour le raccordement de bornes de charge (ni solution d'écèlement, ni solutions d'effacement, ni pilotage intelligent...) et ne peut donc arguer d'études particulièrement complexes pour juger des besoins ou non de renforcer les réseaux en cas de raccordement d'une borne.

Comme répondu à la CRE en novembre 2015 suite à une nouvelle sollicitation, les conclusions sont rappelées ci-après. En résumé :

- S'il s'agit de parler de consommations temps réel, effectivement il faut laisser le monopole à ERDF, mais dans ce cas il faut impérativement qu'ERDF présente l'étude d'optimisation comme la possibilité de prévoir des raccordements adaptant la puissance fournie aux contraintes réseau. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.
- En supposant l'accès des AODE aux calculs GDO par dipôle (voire aux données de la liste d'attente), il leur serait possible d'identifier les contraintes générées par les bornes de charge et donc d'optimiser, avec des estimations qualitativement fiables et suffisantes pour ces études.
- Avec la loi sur la transition énergétique créant la Commission consultative Energies, les EPCI et les AODE ont à débattre et rationaliser les politiques d'investissement du territoire. La question du déploiement des bornes de recharge fait partie des premiers grands enjeux des missions de cette Commission. Plusieurs syndicats avaient même anticipé cet échange avant la loi TECV (notamment le SYANE, le SIEL, ESDÉD et le SEDI).

Il est par ailleurs rappelé qu'ENEDIS a déjà pu réaliser ce type d'études pour des AODE, et ce à titre gratuit comme à titre payant selon les conventionnements locaux. Une telle intervention d'ENEDIS sur l'optimisation de l'emplacement des bornes reste donc tout à fait possible en dehors du cadre des prestations réalisées à titre exclusif.

3 – Prestations de transmission des données de comptage aux propriétaires ou gestionnaires d'immeuble

Question 10 : Etes vous favorable à la mise en place de la prestation « transmission de données à la maille d'un immeuble », dans les conditions décrites ci-dessus ?

Le décret n°2016-447 du 12 avril 2016 précise les conditions de mise à dispositions de données de consommation aux propriétaires et gestionnaires d'immeuble.

Ces données sont essentielles pour la mise en pratique d'actions sur des immeubles collectifs de maîtrise de la demande en énergie et de rénovation thermique en particulier. Sans discuter du périmètre du décret, l'accès aux données par immeuble sont également essentielles pour les enjeux de planification énergétique et ont en ce sens fait l'objet de nombreux débats pour la rédaction du décret n°2016-973 du 18 juillet 2016 relatif à la mise à disposition des personnes publiques de données relatives au transport, à la distribution et à la production d'énergie.

De fait, ce décret inclut la transmission ou la mise à disposition d'un certain nombre de données aux personnes publiques concernées, et ce sans facturation. Ces données fournies sans facturation concernent en particulier les consommations totales annuelles de gaz et d'électricité par bâtiment non résidentiel ou comprenant plus de 10 points de livraison résidentiels ou dont la consommation résidentielles est supérieure au seuil-résidentiel. Ces données se rapprochent de la donnée « pied d'immeuble » à fournir aux propriétaires et gestionnaires d'immeuble. En dessous des seuils mentionnés, le décret prévoit une éventuelle facturation à définir par la CRE.

La présente prestation de mise à disposition aux propriétaires d'immeuble est très proche dans la définition des données « pied d'immeuble » à constituer, mais est différenciée par le faible volume de requête que cela générera a priori, alors que la mise à disposition de données aux acteurs publics nécessitera une requête sur l'intégralité des clients. Les frais nécessaires en développement informatique ou autres sont par ailleurs présentées par ENEDIS dans les charges d'exploitation pour le TURPE 5 (voir CP du 27 juillet 2016 - §3.2.1.4).

Il semble naturel que les frais de traitement de telles informations réglementaires ne puissent être facturées par ENEDIS aux propriétaires et gestionnaires d'immeuble. Ainsi l'USERAA s'accorde avec la CRE pour dire que seuls les frais de transmission seraient réellement à imputer. Il devient dès lors difficile de justifier la facturation d'une telle prestation avec des coûts de facturation probablement plus élevés que les coûts générés par la requête informatique et le temps agent nécessaire.

Du reste, il est rappelé qu'il eut été sans doute beaucoup plus efficace qu'ENEDIS mette à disposition l'ensemble des informations nécessaires à la collectivité puis de mettre en relation les propriétaires et gestionnaires d'immeuble avec la collectivité concernée (commune, EPCI ou syndicat) qui sont des interlocuteurs beaucoup plus fréquents (bailleurs sociaux, observatoires de l'habitat...). Ce débat est hors du cadre d'action de la CRE mais pourrait être remonté par la Commission comme piste d'optimisation des charges supportées par le gestionnaire de réseau et imputées au TURPE.

En conclusion, l'USERAA est donc en accord avec la CRE sur la nécessité d'un premier retour d'expérience sur cette prestation et appelle à une éventuelle remise en question de l'interface GRD-propriétaire / gestionnaire d'immeuble en remettant au centre du dispositif les collectivités, interlocuteurs naturels de ces acteurs.